



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**ARRETE**

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02424P0056  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°23-329 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02424P0056 relative au projet de boisement compensatoire, porté par l'Entreprise Cassier, sur les communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine (18), reçue complète le 14 février 2024 ;

**VU** la décision tacite, née le 21 mars 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**CONSIDERANT** que le projet consiste à boiser une surface totale de 13,869 ha, répartie sur plusieurs parcelles disjointes sur les communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine, en compensation du défrichement réalisé dans le cadre de l'autorisation environnementale n°2023-0737 du 22 mai 2023 pour le renouvellement et l'extension de la carrière CASSIER de sables et graviers située au lieu-dit « la Baronnière » sur les communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont ;

**CONSIDERANT** que le projet relève de la catégorie 47-c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les mesures compensatoires étaient prévues dans le dossier d'autorisation environnementale du projet de renouvellement et d'extension de la carrière CASSIER, qui a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 23 décembre 2022 ; que le projet de boisement a été élaboré en concertation avec les services de la Direction départementale des territoires du Cher dans le cadre de l'autorisation de défrichement ;

**CONSIDERANT** que les boisements seront réalisés sur des parcelles situées de la continuité de boisements existants ;

**CONSIDERANT** que le projet, localisé au sein du site Natura 2000 « Sologne », n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation de ce dernier ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux de plantation, d'entretien et d'exploitation des bois, afin de prévenir les risques éventuels de pollution et d'incendie ;

**CONSIDERANT** qu'il ne ressort pas des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, que le projet soit susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ou la santé humaine,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 21 mars 2024, soumettant à évaluation environnementale le projet de boisement compensatoire, porté par l'Entreprise Cassier, sur les communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine (18), est annulée.

**ARTICLE 2** : Le projet de boisement compensatoire, porté par l'Entreprise Cassier, sur les communes de Brinon-sur-Sauldre, Clémont et Sainte-Montaine (18), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 29 mars 2024  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :**  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)